



ANCHA®

AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

Nº 66

ISSN 0221 1653

AVRIL 1982

DES FEMMES LATINO-AMERICAINES

**EL SALVADOR
ARGENTINE
BRESIL
CHILI
MEXIQUE
NICARAGUA
VENEZUELA**

Le mois dernier il y a eu lieu dans tout le monde la commémoration du 8 mars, journée internationale de la femme.

Comme une façon de contribuer à la connaissance de la lutte de la femme latino-américaine, ANCHA publie ce numéro comportant divers articles sur la lutte des femmes de notre continent.

Ces articles sont parus dans l'hebdo DES FEMMES EN MOUVEMENTS N°79 et N°82 (février et mars 1982).

4°P 8851

ANCHA B.P. 59 PARIS 75623 CEDEX 13 FRANCE

Urgence de la solidarité avec le peuple du Salvador

Depuis deux ans, avec la libération du Nicaragua, les luttes, renforcées, s'intensifient en Amérique Centrale. Les Etats Unis, menacés, durcissent leur position et décident l'écrasement militaire du Salvador.

En même temps que la junte fait régner une répression sanglante, dont les femmes et les toutes jeunes filles sont les premières victimes, elle prépare, pour Mars, avec le soutien des USA, et pour rasseoir sa dictature, une parodie d'élections.

Le FMLN poursuit son offensive et organise la vie dans les zones libérées.

Avec Pilar - qui a voulu garder l'anonymat - représentante en France de Radio-Venceremos.

● Il y a un peu plus d'un an, le 10 Janvier 1981, l'armée populaire du FMLN-FDR* lançait une grande offensive contre l'armée gouvernementale au Salvador. C'était le début d'une série de victoires, non seulement militaires mais diplomatiques, puisque la France et le Mexique reconnaissaient la représentativité du Front en Août 1981. Un changement du rapport de forces entre le mouvement de libération nationale et la junte démocrate-chrétienne s'opérait alors, quantitativement et qualitativement.

« On a l'impression aujourd'hui que la situation est bloquée, que ni l'une ni l'autre des parties ne l'emporte. En fait, la guerilla est la plus forte. Si les USA n'étaient pas là avec leurs conseillers et leur artillerie lourde, elle aurait gagné la partie. Car non seulement le FMLN tient les territoires libérés, mais il lance des offensives malgré la répression et les bombardements... »

Organiser la vie du mouvement révolutionnaire

C'est dans le nord du pays, dans le Morazan et le Chalatenango, que le FMLN est le plus solidement implanté. C'est une zone où l'analphabétisme oscille entre 80 et 90% et où la population souffre de malnutrition et de maladies. C'est là qu'une grande partie des 5 000 soldats de l'Armée révolutionnaire ont leurs bases. Elle a récemment libéré d'autres territoires, à Guasapa, Santa Ana et San Miguel, et porte à la dictature des coups décisifs : fin Janvier, le Front a fait une incursion dans la base aérienne de la junte près de San Salvador, à Yolo-pango, détruisant près de 70% du matériel, c'est-à-dire 28 avions, hélicoptères... Le Secrétaire d'Etat américain a aussitôt déclaré que les avions seraient remplacés. Si la guerre se prolonge, c'est du fait de l'aide américaine à la junte. D'autres actions de la guerilla : des sabotages d'in-

térêts économiques de la junte, l'attaque du commissariat central de San Salvador : enfin récemment, elle a coupé la route Pan-américaine, d'importance stratégique. Selon une estimation du journal « Le Monde » la guérilla tiendrait un quart du territoire du Salvador. Dans les zones libérées, elle a réussi à établir son arrière-garde, c'est-à-dire à organiser la survie et la vie du mouvement révolutionnaire. C'est dans ces zones que les combattant-e-s peuvent s'entraîner, regrouper leurs forces, soigner leurs blessés et préparer de nouvelles actions. C'est là que près de 80 000 personnes vivent aujourd'hui : toute une population à nourrir, à soigner - un effort particulier est consacré à la santé malgré le manque de médicaments -, à entraîner... Là s'organise, à travers manifestations politiques, culturelles, une paix de pouvoir populaire.

L'armée tente chaque fois de reprendre le contrôle de ces zones et, ne pouvant saisir les guérilleros qui se replient, elle pratique en représailles une politique de génocide contre les populations, - qui appuient la guérilla - et massacre des civils. Ainsi, un millier de personnes ont été tuées à la fin Décembre dans différents villages du Morazan : « Des petites filles de douze à quatorze ans ont été emmenées et violées avant d'être tuées. Cela se répète souvent, les viols de femmes, elles souffrent terriblement de la répression. Ce sont des mesures d'intimidations et de représailles. Mais la guérilla a le soutien de la population qui, très souvent, se replie avec eux... ». Un autre assassinat massif, dont on a vu de terribles images à la télévision, a eu lieu dans

le quartier ouvrier de San Antonio Abad à San Salvador. C'était le 31 Janvier dernier. Plusieurs hommes ont été assassinés. Trois toutes jeunes filles ont été violées et tuées à bout portant. Au Viêt Nam, les GIS violaient les femmes vietnamiennes et au Pays Basque l'extrême droite revendiquait le viol comme forme de représailles. Fascisme et impérialisme, menacés, font d'abord la guerre aux femmes.

Des élections frauduleuses pour rasseoir la dictature

Parallèlement à son offensive armée de libération du territoire, le FMLN-FDR n'a cessé de préconiser une solution politique négociée ayant pour objectif la fin de la guerre, solution à laquelle la plupart des gouvernements du monde sont favorables.

« Le FMLN est prêt à engager le dialogue mais pas à n'importe quel prix. Depuis Octobre 79 près de 30 000 personnes ont été tuées, alors les négociations ne peuvent, en aucun cas, être un renoncement. Il faut au préalable la destitution dans l'armée de tous ceux qui ont massacré, et des réformes économiques et sociales immédiates puisque les causes de la guerre sont l'injustice sociale, la misère, l'asservissement... »

La junte, elle, ne prétend pas moins qu'écraser militairement le peuple, comptant pour cela un soutien des USA qui agitent la menace d'une intervention armée. Après avoir dépêché - sans succès - ses ambassadeurs dans les capitales d'Europe avec le fameux « livre blanc » - tentative de masquer l'ampleur de la lutte populaire, en réduisant la guérilla à des interventions et appuis extérieurs (mais c'est là la réalité de la junte !) -, elle joue aujourd'hui sa dernière carte : celle des élections. Elections d'une Assemblée constituante en Mars 82 et élections présidentielles en Mars 83. L'enjeu de ces élections est clair : obtenir une pseudo-légitimité pour rasseoir la dictature à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, par une farce électorale.

« Ces élections sont une aberration, le pays est en état de siège, aucune organisation de gauche ne peut se présenter ni faire de déclaration, il n'y a pas de liberté syndicale et l'Université est fermée. Comment faire des élections dans de pareilles conditions et quelle sera la légitimité du scrutin ? »

De fait, ne sont inscrits sur les listes électorales que les partis d'extrême-droite et de la droite dure (on y retrouve le PR, le POP, le PCN dont les leaders sont d'anciens chefs de garde nationale ou de groupes paramilitaires). Et puis, ces élections se feront sans listes électorales : les mêmes « citoyens » pourront voter tour à tour dans différents bureaux. Les

Salvadorien-ne-s en savent long sur les élections dans de pareilles conditions : dans l'histoire récente, des scrutins frauduleux ont chaque fois consacré la victoire d'un général ; ou, lorsque la gauche l'a emporté (en 74 et en 77), elle a été chaque fois aussitôt privée de sa victoire par un coup d'état.

Radio-Venceremos : la voix de la guérilla

Le jour où il lançait l'offensive générale, le FMLN se donnait une arme de taille, un puissant moyen pour briser le blocus de l'information à son égard : une radio, « Radio Venceremos ». C'est la voix officielle du FMLN et, depuis plus d'un an, elle n'a pas cessé un seul jour d'émettre.

« Radio Venceremos émet, chaque jour, entre 6 h. et 7 h. et entre 19 h. et 20 h. ; elle est écoutée dans tout le pays et la TV la prend parfois comme source. C'est une radio populaire. Il y a des comités, des cercles d'écoute ; les gens se réunissent pour écouter et enregistrer des messages. Il y a des reportages sur la vie quotidienne des gens, leur travail, en plus des bulletins militaires. Des messages sont retransmis aussi sur la solidarité en Europe. Les nouvelles arrivent par talkies-walkies, en cassettes ou oralement... tout circule, tout se sait... »

La junte a souvent déclaré que Radio Venceremos était détruite. C'est un signe, elle ne supporte pas cette voix qui s'exprime en dehors de son contrôle, une voix encore souterraine - comme les émetteurs - mais qui s'amplifie de jour en jour.

Versons nos dons au compte de la
Campagne : BICS, 51 rue de la Glacière,
Paris 13^e. N° compte 40430086-40.
Chèques libellés :
"1 million pour le Salvador".
Adresse Comité de Solidarité
avec le peuple d'El Salvador,
68 rue de Babylone, Paris 7^e.

Devant tant de courage, de risques pris, tant de souffrances aussi, des femmes et des hommes du Salvador face aux stratégies impérialistes et meurtrières, camouflées demain en « élections », amplifions à notre tour et plus que jamais, dans ce moment décisif, notre solidarité militante. Et répondons à l'appel du « Comité de solidarité avec le peuple du Salvador » : « Un million pour le Salvador » pour répondre aux besoins élémentaires de la population et des combattant-e-s.

A.C.

* Organisation unitaire regroupant le Front Farabundo Martí de Libération nationale, constitué le 15 octobre 1980, et le Front démocratique révolutionnaire comprenant les organisations populaires.

« Femmes, nous sommes porteuses d'une immense énergie révolutionnaire. »

En Novembre 81, l'Association des Femmes du Salvador (AMES) a publié un document pour le premier séminaire, à l'Université de Costa Rica, sur la participation des femmes latino-américaines au plan social et politique. Analysant les rouages de l'exploitation et l'oppression des femmes au Salvador, retraçant l'histoire de leurs luttes, elles font part de leurs avancées dans le mouvement de libération nationale.

Nous publions ici l'essentiel de ce document.

● Ce n'est pas la même chose d'être prolétaire ou bourgeoise, ce n'est pas la même chose d'être européenne ou nord-américaine, chilienne ou salvadorienne. Toutes, nous partageons dans une certaine mesure, des degrés d'exploitation : l'héritage patriarcal nous frappe les unes et les autres, mais indubitablement nos intérêts de classe transcendent ceux du sexe. Car, par exemple, qu'y a-t-il de commun entre Domitila, la femme prolétaire des mines boliviennes, et la femme du sanguinaire colonel de la Junte Militaire Démocrate Chrétienne du Salvador, Abdul Gutierrez ? (...)

Notre lutte en tant que latino-américaines diffère de

celle des femmes des pays développés. Elles aussi jouent un rôle fondamental en tant que reproductrices de la force de travail et se voient tenues à une fonction idéologique, mais dans notre cas, la problématique qui nous préoccupe au premier chef est celle de l'exploitation économique, politique et culturelle de nos peuples. En ce sens, notre lutte n'est pas seulement revendicative, individuelle ou dirigée contre les hommes : nous cherchons à libérer notre patrie de l'impérialisme, des dictatures et des bourgeoisies, tout en travaillant simultanément sur la condition spécifique de la femme et sa condition d'opprimée dans le cadre du système capitaliste et patriarcal. (...)

Le travail invisible.

La famille a été le principe structurel de toutes les sociétés de classes, et c'est elle qui donne sa stabilité au système fondé sur la propriété privée. La cellule familiale est la formation économique et juridique à travers laquelle les classes dominantes mettent à leur service et confisquent le travail de la population féminine. La peine de l'ouvrier n'est pas suffisante pour reproduire sa force de travail, et une autre phase de production est requise, celle des tâches domestiques, toutes réalisées par les femmes : production de biens et de services tels que la préparation des aliments, l'entretien du linge, de la maison, l'éducation des enfants suivant les normes rigides exigées pour la nouvelle génération de travailleurs. (...)

L'aspect fondamental du problème de la femme, l'exploitation, est donc la résultante directe des rapports de production capitaliste. Cependant, il existe une autre dimension, l'oppression, qui sert le système, mais dont les racines sociales et culturelles remontent au tout début de notre civilisation. Le rapport de subordination des femmes aux hommes et la division des rôles sont antérieurs à la société capitaliste ; mieux encore, ils remontent à la plupart des sociétés connues depuis l'aube de l'humanité. Nous pouvons alors en déduire que le problème de la femme est un fait social et culturel plus profond.

Pour la pensée socialiste du siècle dernier, la cause féminine se confondait avec celle de la classe ouvrière. On acceptait le fait que sa subordination était antérieure au capitalisme, mais on pensait que l'abolition de ce système, en mettant fin à l'exploitation des travailleurs et aux relations humaines mercantiles, libérerait la femme de sa dépendance économique vis-à-vis de l'homme, et par conséquent de sa subordination. Cependant nous pensons que pour gagner notre émancipation totale, cette condition est nécessaire, mais non suffisante.

Il est indispensable de transformer également les structures idéologiques qui perpétuent la relation homme-femme basée sur le binôme domination-soumission, et fondamentalement reproduites dans la famille. La cellule familiale est le lieu où se transmettent et se reproduisent les modèles et valeurs fonctionnels du système, au moyen de la division des rôles et des tâches suivant le sexe : sur le plan juridique, par la transmission du patrimoine ; sur le plan économique, en tant qu'unité de production et de consommation, de médiation aussi entre les besoins et les ressources ; et sur le plan social, en reléguant la femme dans le domaine domestique "privé", et en empêchant sa participation sociale et politique.

Dans la mesure où la situation spécifique d'oppression et le rôle subalterne sont un état séculaire qui, à ce stade, nous est inhérent, il est possible d'affirmer que nous autres femmes, avons en commun une condition spécifique. Et, en fonction de cette spécificité, on nous met en marge de l'histoire. (...)

Changer pour que rien ne change

Il est de plus en plus important, sur notre continent, le contingent de femmes qui remettent en question ce rôle passif de défenseur de l'état de choses actuel, et de personnage tenu à l'écart des tâches politiques. Chaque jour s'accroît le nombre de femmes qui se demandent pourquoi continuer à travailler jusqu'à quatre-vingt heures par semaine en raison de leur "double journée", et rester pour autant éloignées des processus de décision et de participation sociales.

Face à cette situation, une grande partie des administrations du continent déploient aujourd'hui des législations paternalistes, qui vont de "l'égalité devant la loi" à la "non-discrimination pour raisons de sexe", en passant par une série de mesures en faveur de la mère et de l'enfant. Tout cet aspect formel n'a aucune incidence sur la réalité quotidienne des grandes masses de la population. C'est le cas pour l'éducation, par exemple, dont l'accès est limité pour la majorité des hommes et des femmes des classes inférieures, mais cela a davantage de répercussions pour les femmes : au Salvador, il existe 60% d'analphabètes, et il est alarmant de constater que l'indice majeur affecte les femmes, le double, en ville, de celui des hommes.

Afin d'écarter le risque que la transformation de son rôle spécifique et sa participation active aux processus de libération, impliquent une évolution massive de la conscience féminine, nombre de gouvernements mettent en œuvre des solutions modernistes ou de développement. Ils mettent l'accent sur les progrès - dans les pays capitalistes avancés, et grâce à l'introduction d'une nouvelle technologie - des conditions générales de vie, et la façon dont cette situation de prospérité économique offre à la femme la possibilité d'entrer dans le marché du travail, donc d'avoir accès à la vie sociale et d'y participer.

Ces conceptions séduisantes de libération de la femme sont presque toujours associées à des valeurs conservatrices ou réformistes qui ne tendent pas à un changement effectif dans les rapports sociaux. On sublime le rôle de la femme dans la famille - institution de base du consensus - en tant que continuatrice d'une culture, fruit du système capitaliste, machiste et répressif, dont les structures se basent sur la commercialisation des relations humaines.

Nous croyons que le fait d'insérer la femme dans la société capitaliste en lui offrant une part plus grande de gâteau, ne signifie pas qu'on la libère. Personne ne peut être libre dans un système qui détruit tout ce qu'il y a d'humain dans l'homme et la femme. Et l'on ne résoud pas non plus le problème en "insérant" les femmes (mot qui implique déjà une situation passive) sans obtenir leur participation à la première personne, et en toute conscience, au processus de changement. Postuler notre insertion dans le développement, sans préciser de quel ordre il sera, ne résoud rien.

Premiers pas vers la libération.

La lutte des femmes d'Amérique Latine pour sortir du domaine domestique se mène sur divers plans...

Au cours de la dernière décennie, la condition de la femme du peuple, sur notre continent, s'est trouvée affectée de deux façons : en premier lieu, au niveau de la répression - des milliers de femmes ont été assassinées, torturées, violées ou enlevées par les dictatures ; en second lieu, dans son rôle spécifique de mère, d'épouse, de fille de chômeur, de persécuté, d'assassiné - la femme a dû affronter la soudaine destruction de sa famille et chercher à pallier l'absence du compagnon, le seul parfois à effectuer pour le foyer un travail rémunérateur.

Puis, à la suite des politiques économiques anti-populaires menées par les régimes dictatoriaux, les femmes ont commencé à se grouper en fronts organisés qui rassemblaient des maîtresses de maison et des femmes des bidonvilles touchées par la répression économique, sociale et politique, ainsi que des ouvrières, des paysannes, des professionnelles défendant les conquêtes obtenues par de longues années de lutte. L'organisation en "fronts" est devenue, semble-t-il, l'une des principales formes trouvées par les femmes d'Amérique Latine pour exprimer et faire aboutir leurs demandes spécifiques. Les mobilisations féminines pour la défense et la solidarité à l'égard de la lutte des hommes ne font que croître de jour en jour, elles sont fréquemment l'expression d'une participation massive, et mettent à nu les contradictions mêmes du discours militaire. Dans le cadre d'une conception libérale, perméable à l'idéologie bourgeoise, la défense du rôle traditionnel est la condition des mobilisations de femmes : il est difficile pour l'Etat de réprimer celles qui, en tant que mères, épouses ou filles, l'affrontent dans le rôle même qui est le pilier, le fondement de sa domination.

Lorsque le secteur privé, domestique, est attaqué de l'extérieur, les femmes d'Amérique Latine abandonnent leur foyer et descendent dans la rue. Dans les grèves de mineurs et des ouvriers de l'industrie ou de la construction, elles frappent aux portes des ministères et du Parlement. Elles font pression sur les autorités et les patrons pour exiger des augmentations salariales, le maintien des possibilités de travail et la liberté des prisonniers. C'est-à-dire qu'elles agissent non par droit propre, mais par droit familial. Dans les moments de crise et de détérioration des conditions de vie, les femmes participent massivement parce qu'elles sont les essieux du foyer ; elles défendent les leurs, et comme ce sont elles qui donnent la vie, elles exigent qu'on la respecte.

Cependant c'est dans la spontanéité et la force même de tels mouvements qu'a aussi résidé leur faiblesse, d'un point de vue historique. Quand elles surgissent pour soutenir les luttes masculines, beaucoup de ces mobilisations se dissolvent dès que s'éteint le conflit qui leur a donné naissance : quand l'époux, le père ou le fils occupent à nouveau le devant de la scène, nous nous replions chez nous en leur abandonnant à nouveau le secteur public.

Nous autres femmes, nous ouvrons la voie au reste de la société dans les moments de crise, mais dans la majorité des cas, nous retournons à nos tâches domestiques une fois que la lutte s'organise et que les crises se résolvent. C'est peut-être pour cela qu'abondent dans l'histoire de l'Amérique Latine les chapitres d'insurrection des femmes où leur rôle traditionnel, menacé, devient facteur de mobilisation. Cependant, cette expérience même a appris à beaucoup d'entre nous les limites de cette dynamique qui envahit un domaine proche du politique, et nous dote de possibilités objectives de perdre la « peur du pouvoir », de dépasser notre condition habituelle pour commencer à ouvrir un espace politique.

Le militantisme, une tâche difficile.

Si les hommes ont pu se consacrer pendant des siècles à leur travail et s'y réaliser, c'est parce qu'ils ont toujours eu le soutien d'une ou de plusieurs femmes qui leur ont fourni enfants, tendresse et soins, qui ont pris sur elles leurs tensions psychologiques, les libérant ainsi des petits et grands problèmes de la vie quotidienne.

Quant à nous autres, femmes, nous ne pouvons compter sur ce type de garanties, et pour utiliser notre capacité intellectuelle nous avons besoin de nous organiser de façon à ce que le domaine privé ne vienne pas interrompre notre travail spécifique.

Comment nous organiser matériellement et psychologiquement pour agir sans culpabilité devant les rôles « négligés » de mère et d'épouse qui nous confinent dans le secteur domestique. C'est parfois au prix de tensions dramatiques.

Pour une femme, travailler dans les organisations sociales et politiques veut dire prendre un engagement qui, elle le sent, se répercutera sur sa vie de femme, d'épouse, de mère et, dans certains cas, de travailleuse. Cette situation est aggravée du fait que, jusqu'à présent, l'homme ne semblait pas disposé à assumer réellement une part de la responsabilité qui, depuis des siècles, a été dévolue à la femme. Il n'est pas facile, même si l'on est plein de bonnes intentions, de prendre conscience de ses privilèges de mâle et de passer du statut de premier acteur à celui de compagnon de vie et de lutte.

Aussi, pour nous qui avons décidé de nous lancer sur la scène de l'histoire et de devenir des femmes militantes et protagonistes des transformations politiques et sociales, la tâche s'avère difficile.

Les partis et les mouvements de gauche démocratiques n'ont pas pris en compte la condition spécifique de la femme ni considéré son intégration à la lutte comme facteur clé de la libération de nos sociétés. (...) L'absence d'intégration de la problématique féminine dans le projet politique populaire a laissé un grand vide jusqu'à aujourd'hui : il propose de changer les relations de production, sans considérer celles de la reproduction ; changer économiquement et idéologiquement la société, mais sans parler de changements dans la famille, lieu non seulement de consommation mais aussi de la reproduction de la force de travail et lieu stratégique de la transmission de l'idéologie.

Les organisations populaires seront-elles capables de se référer au spécifique et au quotidien, de ne plus le laisser à la merci de l'idéologie dominante ? Seront-elles capables de rompre avec la tradition féminine conservatrice et timorée, et de transformer l'action militante des femmes en un phénomène massif ? Le degré de maturité politique et idéologique d'une organisation va de pair avec sa conception du rôle de la femme. (...)

Participation de la femme dans les mouvements de libération nationale

Nous, femmes du peuple salvadorien, avons pris conscience de notre situation, et compris que la révolution pour la conquête de la libération définitive de notre patrie porte en elle la solution fondamentale de nos problèmes. Depuis le début du siècle, nous avons pris part à tous les mouvements politiques qui s'opposaient à la domination de l'oligarchie, mais depuis vingt ans notre engagement dans la lutte a beaucoup progressé qualitativement. Pendant les années 70, nous avons adopté une stratégie révolutionnaire définie.

En 1922, une manifestation de femmes en deuil réclamant la libération de membres de leurs familles qui avaient été arrêtés fut réprimée par le régime d'alors : sept manifestantes furent assassinées. Les femmes étaient présentes aussi pendant l'insurrection héroïque de 1932, 30 000 travailleurs y furent assassinés par le régime. Et elles ont pris une part active à la grève générale de 1944 qui provoqua la chute du général Martínez.

Au Salvador on se souvient encore de la Fraternité des Femmes qui, en 1960, combattit activement et réussit, avec d'autres organisations du Front National d'Orientation Civique, à faire tomber le colonel Lemus. A cette époque il n'y avait pas le niveau de conscience actuel et un nouveau tyran s'installa au pouvoir.

En 1967, le mouvement de grève nationale connu sous le nom de « Grève des Aciéries S.A. » fit cesser le travail à 35 000 ouvriers dans tout le pays. Les femmes y participaient massivement et combattivement. Le corps enseignant, composé de femmes dans sa majorité, mena deux grandes grèves nationales. Elles regroupèrent des milliers d'enseignants qui se lancèrent dans la rue pour mener une lutte revendicative et politique contre la tyrannie militaire qui réprimait violemment ces mouvements. C'est alors que commença à s'affirmer l'esprit révolutionnaire et combattant des femmes salvadoriennes.

Nombre de nos héroïques compagnes qui luttent actuellement ou qui sont tombées courageusement au combat contre la tyrannie militaire se formèrent au sein du Mouvement des Etudiants Révolutionnaires (Movimiento Estudiantil Revolucionario). Lorsque naît le mouvement révolutionnaire paysan, au début des années 70, qui regroupe un grand nombre de femmes, l'organisation révolutionnaire est en pleine force.

Le niveau actuel de la lutte au Salvador vient de la naissance des organisations politico-militaires qui présentèrent à partir de 1970 une nouvelle alternative de lutte populaire. Au début, l'incorporation des femmes à ces organisations fut minime ; ce furent surtout, de par leur niveau de conscience politique, des étudiantes et des institutrices qui s'y engagèrent.

Les femmes paysannes se joignent elles aussi massivement à la lutte dès que surgissent les organisations révolutionnaires paysannes, et les enfants avec leurs parents car ils souffrent eux aussi de l'exploitation et de la répression.

Au milieu des années 70, la lutte des masses atteint un niveau nettement supérieur, le peuple s'y engage largement, la combativité s'accroît et l'autodéfense s'affermi dans les actions politiques des masses ; pendant cette période et dans les activités les plus diverses, la femme salvadorienne participe de façon exemplaire, soit aux travaux d'agitation, de propagande, d'organisation, soit à la lutte militaire populaire.

En 1977, des organisations de femmes apparaissent. Elles ont pour objectif la libération de tous ceux que les gouvernements successifs enlèvent et font disparaître : le Comité pour la liberté des prisonniers et des disparus politiques et le Comité des prisonniers politiques*. Elles déclenchent des luttes, des grèves de la faim, des manifestations, elles demandent le soutien d'organismes internationaux. C'est à cette même époque que la lutte de la classe ouvrière, tombée depuis 1967 dans le légalisme, renaît. Les ouvrières entreront dans la lutte dès que surgira le Mouvement syndical révolutionnaire.

En 1978, commence l'organisation de l'association qui prendra postérieurement le nom d'Association des Femmes du Salvador (AMES) Association de Mujeres de El Salvador, comme moyen d'incorporation des femmes qui, du fait de leur condition particulière, n'avaient pu s'engager dans la lutte populaire : maîtresses de maison, professionnelles, institutrices, secrétaires, étudiantes, habitantes des bidonvilles, etc.

Une année décisive aussi pour les femmes des marchés et les vendeuses ambulantes qui entrent dans la lutte en formant leurs organisations propres. L'AUTRAMES (Association de Usarias y Trabajadoras de los Mercados) et le Comité de coordination des Femmes des Marchés « Luz Dilián Arevalo** ». Ces organisations impulsèrent des luttes offensives, des prises de marchés, des manifestations pour améliorer leurs conditions de vie et de travail.

C'est ainsi que la femme salvadorienne s'est intégrée aux organisations de masse qui font actuellement partie du Front Démocratique Révolutionnaire (FDR). Elle s'intégrait de même aux organisations politico-militaires et aux organismes armés du peuple. Des milliers de femmes combattent les armes à la main dans la milice, la guérilla et l'armée populaire de libération. Et dans toutes ces organisations on les trouve à la base comme aux postes de direction.

Notre lutte révolutionnaire est une guerre politique et militaire de tout le peuple contre une minorité soutenue par l'impérialisme nord américain. Les femmes salvadoriennes représentent la moitié de la population de notre pays et elles participent massivement à la

lutte. Actuellement, il n'existe pas un seul secteur de lutte où la femme ne soit présente, c'est un indice de la profondeur de la lutte révolutionnaire dans notre pays ; et sa façon d'y prendre part témoigne du caractère révolutionnaire de notre mouvement de libération.

Depuis des siècles dans notre pays, la femme a été doublement opprimée et exploitée, et aujourd'hui elle combat comme partie d'un peuple qui s'est insurgé les armes à la main pour en finir avec l'ignominieuse domination de l'oligarchie et de l'impérialisme. Elle est présente de la base de l'AMES jusqu'aux plus hauts postes de direction du FDR.

Comme au Nicaragua, de nouvelles expériences se concrétisent aussi bien dans l'organisation et dans la direction révolutionnaires que dans la transformation des relations humaines.

Les stratégies, les discours, les orientations ne sont plus des prérogatives masculines. Les hommes en sont conscients et acceptent d'être partie prenante d'un processus de formation dans ce domaine des relations humaines qui engagent moralement tout le monde.

Nous pensons que dans une organisation révolutionnaire, il ne peut y avoir de contradictions entre les idées et le comportement : il doit exister une parfaite cohérence, sans cloisonnements ni ambiguïté, entre les options, les valeurs adoptées et la pratique quotidienne.

Aucun changement réel de la société ne s'obtient sans douleur, et le problème de notre participation militante ne se limite pas à des pourcentages de femmes aux postes de commandement. Nous devons considérer avec sérieux, et sans craindre l'auto-critique, la relation homme-femme dans toutes ses implications, et comprendre qu'il est grave que nous soyons en général marginalisées et par rapport même au processus de changement. Nous formons la moitié de l'humanité et nous constituons un groupe social objectivement exploité, opprimé et porteur d'une énorme énergie révolutionnaire.

Nous savons pertinemment que la lutte pour la libération des femmes doit être immergée dans la lutte pour la libération de nos peuples, mais il faut aussi remar-

quer que nous sommes un groupe ayant une condition et des revendications spécifiques, et nous ne pouvons pas attendre que le socialisme ou le changement de structures résolvent demain les problèmes qui aujourd'hui sont cause de nos limites, de notre retard dans notre développement comme êtres humains à part entière et agents de changement.

L'engagement lucide d'une femme dans le militantisme implique un parcours beaucoup plus long et ardu que celui de l'homme, puisqu'elle doit pour cela sauter un nombre incalculable de barrières. Si nous réussissons à les franchir c'est qu'au départ nous aurons fait un saut doublement qualitatif. Evidemment, cela ne signifie pas que nous ayons résolu notre problème spécifique d'« être femme » ni que le militantisme soit la panacée permettant d'accéder à notre propre identité (...).

Nous savons aussi que la libération de la femme demande un niveau de conscience collective, produit du développement d'une nouvelle idéologie qui sera la résultante d'une nouvelle structuration de la société, sans propriété privée et sans exploitation de l'homme par l'homme.

Nous, femmes salvadoriennes, demandons aux peuples du monde entier d'intensifier leur solidarité pour isoler la Junte et pour faire échouer les inquiétantes menaces d'intervention militaire, directe et massive, de l'impérialisme nord-américain dans notre pays.

« En conquérant les droits de la femme et de la famille, nous construisons la société nouvelle ».

Association de Mujeres de El Salvador
AMES

San José, 9 Octobre 1981

Comité pro-libertad de reos y desaparecidos políticos, Comité de reos políticos.

Comité Coordinator de Señoras de los Mercados.

des femmes en mouvements
hebdo
6 rue de Mézières
75006 Paris, tél. 222.60.74
222.62.73 - 329 50 75

des femmes
en mouvements
hebdo

Appel des femmes latino-américaines

Les femmes rassemblées à la manifestation de Solidarité avec les femmes d'Amérique Centrale, appelée par l'Association des Femmes du Salvador à San José, Costa Rica, les 26 et 27 Novembre 1981, et à laquelle ont participé des femmes du Costa Rica, du Guatemala, du Mexique, du Chili, des Etats-Unis, du Pérou, du Salvador et d'Europe :

considérant que la solidarité entre les peuples et en particulier avec les femmes d'Amérique Centrale doit avoir pour base :

- 1 -la défense constante des droits humains et l'autodétermination des peuples ;
- 2 -la connaissance et la diffusion du rôle de la femme dans les processus sociaux des pays d'Amérique Centrale ;
- 3 -l'adhésion aux campagnes de solidarité avec les femmes d'Amérique Centrale, et en particulier avec la lutte courageuse et difficile des femmes salvadoriennes qui souffrent sous la répression brutale de la dictature salvadorienne ;

ont convenu

- 1 -de lancer un appel à toutes les femmes du monde pour qu'elles soutiennent la lutte du peuple salvadorien, et surtout celle des femmes salvadoriennes ;
- 2 -de soutenir les femmes du Costa Rica qui, dans un geste de solidarité avec les femmes d'Amérique Centrale, ont décidé de créer le groupe des femmes costaricaines de soutien à l'association des femmes du Salvador (AMES), et aux femmes d'Amérique Centrale.

Nous adressant à l'opinion internationale, et en particulier aux femmes de tous les peuples du monde :

- nous dénonçons et refusons la menace interventionniste de l'impérialisme des Etats-Unis et la complicité avec la jnte militaire démocrate chrétienne et les gouvernements du Guatemala et du Honduras qui menacent de régionaliser la lutte dans toute l'Amérique Centrale ;
- nous condamnons la participation de ces gouvernements au génocide perpétré contre le peuple salvadorien, et en particulier contre les femmes, les enfants et les vieillards sans défense ;
- nous réaffirmons notre ferme décision de soutenir inconditionnellement la détermination de l'héroïque peuple salvadorien, conduit par son avant-garde le Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) et le Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN) comme l'unique solution permettant de parvenir à la victoire finale.

San José, le 28 Novembre 81

librairie des femmes
74 rue de Seine, 75006 Paris (329.50.75.)



femmes en luites de tous les pays



Tupamaras

DES FEMMES DE L'URUGUAY

Ana Maria Auraujo

des femmes

"pour chacune"



femmes en luites de tous les pays

**Mujeres
de Nicaragua**

DES FEMMES DU NICARAGUA

Paz Espejo

des femmes

"pour chacune"



femmes en luites de tous les pays

El Salvador

UNE FEMME
DU FRONT DE LIBÉRATION
TÉMOIGNE

Ana Guadalupe Martínez

des femmes

"pour chacune"

Au Brésil, lutter contre les militaires, le machisme...

Entretien avec Ruth Escobar

Ruth Escobar a ouvert son théâtre à Sao-Paulo, en 1964. C'est le règne des fascistes et des militaires, la censure pèse.

Ruth se bat, maintient son théâtre contre vents et marées, joue dans les cathédrales, les entrepôts.

Aujourd'hui, elle a toujours mille activités : le théâtre mais aussi la militance au Front féministe et dans la Gauche : elle est candidate aux prochaines élections.

En 1968, j'étais une femme humaniste.

• Voilà vingt ans que je fais du théâtre. Depuis Décembre 1964. Les six premières années, j'avais peut-être une ligne culturelle un peu élitiste : Shakespeare, Jean Genêt, Arrabal... J'ai ouvert mon théâtre en 1964, juste après le coup d'Etat militaire, et jusqu'en 1972, il fallait vraiment trouver des stratégies : 400 textes étaient interdits par la censure.

En 1968, j'étais une femme humaniste, mais je n'étais pas engagée dans la gauche radicale. Je suis une immigrée, arrivée au Brésil avec ma mère ; j'avais 16 ans, je venais du Portugal. Ni dans mon adolescence, ni à l'Université, je n'ai eu de militance politique. En 1968, je donnais un spectacle dans mon théâtre : c'était pourtant au plus fort de la répression.

Ce spectacle a été attaqué par les fascistes : il y avait 17 personnes d'une organisation qui s'appelle "CCC", ils ont sauvagement battu les acteurs, les actrices, la police était dehors, tout le théâtre a été détruit ! Des acteurs ont été blessés, une femme enceinte a perdu son bébé. Il y a eu une mobilisation nationale, ça a été un grand scandale, on a mis trois personnes en prison et le lendemain ils avaient disparu. C'était un commando paramilitaire. Le lendemain, toute la population est venue nous aider à remettre le théâtre debout. Pendant trois mois on a joué avec le public debout dans le théâtre. Il y avait des articles contre moi dans les journaux les plus importants. Un moment, nous avons présenté un spectacle dans la cathédrale, après avoir fait alliance avec l'archevêque. La police nous a dit : « Vous ne pouvez pas jouer à la cathédrale, sinon on va vous tuer. » On a répondu : « Vous êtes la police, vous devez nous protéger. » Ils ont fini par demander à l'archevêque d'interdire ce spectacle dans la cathédrale. Il a fait une réunion avec tous les chanoines, et ils ont décidé qu'ils ne nous retireraient pas la cathédrale. Le ministre de la Justice a alors envoyé un télégramme pour interdire le spectacle sur tout le territoire. C'était devenu une question de pouvoir entre l'armée et les civils, et moi, j'étais au milieu.

"Expulsés de la cathédrale, au Paradis".

...J'ai fini par trouver une fabrique abandonnée, j'ai écrit : « les chrétiens, qui sont expulsés de la cathédrale, vont dans les catacombes ». On est partis dans cette fabrique, qui était dans un quartier qui s'appelle "paradis". On mettait dans la publicité : "expulsés de la cathédrale, au paradis". Ça a été un grand succès, c'était plein tous les soirs. Puis, à cause du danger, je suis partie du Brésil en Décembre 1972. Je suis allée un an au Portugal jusqu'à mi-74. En 1974, je suis rentrée, j'ai recommencé à travailler, j'ai organisé le 1^{er} festival mondial de théâtre.

Je suis venue à Paris en 74. Il y avait alors un grand mouvement international pour aider les "trois Maria", avec des femmes qui venaient du monde entier. C'était avant la révolution du 25 Avril. De tous les endroits du monde, on envoyait des lettres à la population portugaise, parce qu'il y avait la censure dans la presse, en disant : « Dans votre pays, il y a trois femmes qui vont être jugées parce qu'elles ont parlé de la répression... ». C'est à ce moment-là que, dans ma tête, les choses se sont mises ensemble.

J'ai eu cinq enfants avec trois de mes cinq maris ; j'ai déjà trois petits enfants. J'ai compris moi aussi le genre de répression que j'avais subie dans ma profession en tant que femme. J'étais un peu hors du modèle des actrices comme objets sexuels ; j'étais une femme qui faisait l'homme, parce que j'étais actrice, productrice, et je suis devenue en quelques années la première productrice du pays. Tous les ans je produisais "le meilleur spectacle de l'année", alors ils me haïssaient, ils disaient des choses incroyables, parce qu'ils ne pouvaient pas comprendre. On disait "elle réussit parce qu'elle couche avec tout le monde."

J'ai commencé à parler avec mes sœurs, mes amies, et en Août 1978, on a fondé le "Front des femmes féministes". C'étaient toutes des femmes indépendantes. Il y avait beaucoup de sexologues, des artistes, des économistes. Chaque lundi avaient lieu des discussions : 400 à 500 personnes se réunissaient. On

avait décidé de laisser entrer les hommes, il y avait 30% d'hommes ; on a fait des débats sur la prostitution, les violences, la vie politique, le problème des lois. Deux avocates de l'organisation ont fait un programme de statuts de la famille, pour les femmes, pour transformer trois articles de la Constitution : la direction de la famille qui appartient à l'homme, le droit du père, et le fait qu'un homme peut répudier une femme si elle n'est plus vierge. On est allées, nombreuses, au Congrès, on a présenté ce projet et on a fait pression pour que ces articles soient approuvés.

Voter contre les militaires, pour la Gauche.

Au Brésil, il y a des statistiques : tous les jours, des femmes sont tuées. Le point principal, c'est la lutte contre la misogynie. Nous avons fait aussi un forum très important sur la participation des femmes dans la vie politique.

Je viens d'entrer dans un parti. Je suis candidate à la députation, cette année, pour le plus grand parti d'opposition. Dans ce parti, j'ai créé une commission des femmes dont je suis présidente. Il m'a été très difficile d'entrer dans un parti : ils sont tous machistes. Faire un département des femmes est très discriminatoire mais c'est la seule stratégie que j'envisage.

C'est la première année qu'il va y avoir des élections libres au Brésil. Il faut donc que les femmes se rassemblent et votent pour la gauche.

Il faut voter contre les militaires. Ces élections auront lieu en novembre et en août nous organisons une grande mobilisation des femmes.

propos recueillis par M.D. et F.P.

au Mexique

“Mettre en marche le long processus de construction d'un mouvement de libération des femmes”

• Le mouvement de libération des femmes à Mexico a provoqué des changements sociaux importants au cours des dernières années. Le plus remarquable de ces changements est la brèche que nous avons ouverte dans l'opinion publique qui sait maintenant - et donc, le prend en considération - que les femmes sont une catégorie sociale avec son histoire propre, d'où découlent des problèmes, des conceptions et des formes de luttes spécifiques. Actuellement la question des femmes est abordée quotidiennement dans les discours politiques, les analyses de type académique, les romans et la presse.

Ce qui concerne les femmes est présent à tous les niveaux ; il faut y voir une conséquence de dix années de lutte des différents groupes de femmes de notre pays.

Cependant notre lutte, née d'une nécessité impérieuse de subvertir l'ordre établi, est maintenant, en partie, incorporée par les forces politiques au pouvoir. Nous devons reconnaître qu'au Mexique, l'organisation des femmes en tant que force politique est encore très faible. Les prochaines élections présidentielles de Juillet 1982 poussent les candidats des différents partis à prendre les exigences des femmes comme chevaux de bataille pour détourner nos voix. L'entrée de deux partis de gauche dans l'arène électorale a mobilisé un secteur important de femmes indépendantes. Elles souhaitent mener la lutte à l'intérieur des partis, et se débattent pour se faire entendre et obtenir que les programmes politiques prennent en compte le point de vue des femmes.

Malgré la complexité de la vie politique mexicaine, d'autres groupes ont choisi l'autonomie et des femmes de syndicats ou de partis se sont regroupées de façon autonome pour analyser, discuter et collaborer à la transformation de la vie politique. Dans tous les pays, dans toutes les provinces, des groupes indépendants ont également commencé à se former.

Dans l'immédiat, ce 8 Mars ne sera malheureusement que le reflet de notre manque de cohésion. Des initiatives isolées auront lieu dans différentes provinces du pays : expositions, conférences... Nous ouvrirons le débat pour mettre en marche le long processus de construction d'un mouvement de libération des femmes au Mexique.

L'une de nous viendra manifester avec vous à Paris et témoigner aux Etats Généraux des femmes contre la misogynie.

A très bientôt.

Coletivo La Revuelta

Du Nicaragua :

• Le 20 Février dernier, nous avons rencontré Yvonne Siu, l'une des fondatrices de l'Association des Femmes du Nicaragua (AMNLAE), secrétaire aux relations internationales, de passage à Paris.

Elle nous a informé de la Rencontre des femmes qu'elles organisent à Managua sur le thème : "le rôle de la femme dans la lutte pour la paix et l'indépendance nationale". "Ce sera notre manière de célébrer cette année le 8 Mars", nous dit-elle.

Les femmes de l'AMNLAE souhaitent faire connaître leurs luttes pendant la guerre d'indépendance dans le Front sandiniste et les situations auxquelles elles sont aujourd'hui confrontées.

• Nous avons gagné de haute lutte notre insertion dans le processus révolutionnaire et, au travers de ce combat, nous avons peu à peu posé nos propres revendications. Il nous a fallu - et il nous faut encore - affronter les problèmes de base : santé, éducation, alphabétisation - avant de pouvoir poser nos problèmes de femmes...

Nous avons aussi à prendre part au débat idéologique puisque le système de dépendance qu'a connu le Nicaragua a affecté aussi bien les hommes que les femmes, entraînant pour tous un retard idéologique...

Nous espérons par cette Rencontre pouvoir renforcer nos liens avec le MLF et d'autres mouvements de femmes dans le monde ».



AMES

ASOCIACION DE MUJERES DE EL SALVADOR

au Chili

*“Les menaces ne nous arrêtent pas,
nous luttons pour la vie, la justice,
la liberté, la démocratie”*

• Au nom du Département Féminin de la Coordination Nationale Syndicale, j'envoie aux femmes de France et à toutes les femmes du monde notre fraternel et cordial salut en ce jour où les femmes se réunissent dans tous les pays pour célébrer la journée internationale des femmes.

Nous savons l'importance de cette date pour les femmes du monde entier, particulièrement pour celles de notre pays qui ont subi, ces huit dernières années, un régime autoritaire où les droits acquis durant tant d'années de luttes ont été violés de manière brutale, spécialement les droits des femmes.

Nous vivons dans un climat de terreur et d'insécurité permanentes : les arrestations, les disparitions, les relégations, la prison, la torture, l'exil font partie de notre vie quotidienne sous le régime militaire de Pinochet et des multinationales. Mais ces menaces ne nous arrêtent pas, nous continuons à lutter aux côtés du peuple et lutterons sans relâche tant que les droits minima ne seront pas garantis pour tous les hommes et toutes les femmes : la vie, la justice, la liberté, la démocratie.

Nous ne savons que trop que les conditions imposées par la dictature rendent difficile notre avancée, mais ils ne nous intimident pas, bien au contraire : chaque coup nous rend plus fort-e-s pour aller de l'avant.

Le peuple et les femmes chiliennes ne sont pas les seuls à souffrir et à subir l'oppression en Amérique Latine et dans le monde, nous le savons bien mais nous savons aussi que nous ne sommes pas seul-e-s, nous pouvons compter sur la solidarité des peuples frères qui, comprenant notre lutte et nos difficultés, ont répondu, dans la mesure de leurs moyens, par leur appui solidaire.

Malgré l'éloignement et l'absence des droits élémentaires, nous nous solidarisons avec tous les peuples qui subissent la répression de gouvernements totalitaires au profit toujours des grands empires économiques et militaires.

Nous sommes confiantes et espérons que nos luttes porteront leurs fruits. Le chemin peut paraître long mais il n'y en a pas d'autre. Chaque jour nous sommes plus nombreux-ses et nous savons que nous pouvons compter sur la solidarité internationale, dont nous sommes très reconnaissant-e-s.

Aujourd'hui, les femmes, nous sommes debout auprès du peuple pour dire que nous continuerons à lutter et à avancer jusqu'à ce seul objectif : faire du Chili un pays libre, souverain, démocratique et juste, en un mot, faire du Chili une patrie pour tous les Chiliens.

Camarades et amies, nous savons que la tâche est difficile, mais sur les angoisses et les souffrances du présent nous construisons l'avenir.

Pour un Chili libre

Pour un monde libre

Unissons-nous en la Journée Internationale des Femmes.

Maria Rozas

Présidente du département féminin de la C.N.S.

Luttes de femmes au Chili.

Collectif.

Carmen Gloria Aguayo de Sota

Préface : Ana Vasquez

document

Dans la première partie de ce livre, Carmen Gloria Aguayo de Sota raconte en l'analysant le mouvement des *Centros de Madres* dont elle a été l'une des principales artisanes, des années soixante jusqu'à 1973. Les *Centros de Madres* ont été au Chili le lieu de la prise de conscience des femmes des poblaciones, celui de leur première sortie hors de leur monde clos, celui de leur première rencontre

hors de leur foyer. Elles y ont mis en commun leurs problèmes, leur pauvreté, leur misère : mais aussi leur chaleur, leur amitié, leur force.

Ce mouvement n'a cessé de se transformer et de s'amplifier jusqu'au coup d'état de 1973 qui en a brutalement interrompu la marche.

La seconde partie du livre rassemble des témoignages recueillis par deux femmes françaises du MLF - invité à prendre part aux échanges et aux travaux de la 4^e Rencontre de femmes organisée par le Département Féminin de la Coordination Nationale Syndicale, en décembre 1981. Ce que ces témoignages mettent en pleine lumière, c'est la détermination des femmes, dans le Chili d'aujourd'hui, à lutter pour ne pas "régresser au point zéro" comme le veut la dictature, à combattre, au quotidien, pour leur libération et pour celle du Chili.

Caracas, Venezuela

entretien avec
Giovanna Machado du groupe "La Conjura"

• Vous avez été parmi les premières au Venezuela à créer des groupes de femmes. Beaucoup d'entre vous avaient connu les mouvements des femmes en Europe, le MLF en France. Quelles ont été les thèmes autour desquels vous vous êtes retrouvées ?

Il est difficile de parler d'un mouvement des femmes au Venezuela en ce moment. Avant 1975, il existait de petits groupes de femmes, qui se sont regroupés en 1975 autour de la lutte pour les droits des mères et des enfants.

La première activité qu'ont eue les groupes de femmes en 1971 a été la contestation des concours de beauté qui ont, dans la vie du pays, une très grande importance.

La presse, la TV et tout le milieu politique sont très engagés dans ces concours. Une reine de beauté chez nous est aussi un élément de propagande politique, mais tous les ans, elle est du même parti politique que le gouvernement ! Dès qu'elle est élue, la reine de beauté apparaît à la TV dans les publicités. C'est un marché très important pour les transnationales. Tous les concours de beauté, même internationaux, sont entièrement retransmis, par satellite. L'année dernière deux Venezueliennes ont été élues reines de beauté internationales ; le président de la République a envoyé un télégramme ; il les a appelées par téléphone, et quand elles sont arrivées chez nous, il y a presque eu une fête militaire !

Donc en 71, la première activité d'un groupe de femmes indépendantes, féministes a été de protester contre un concours de beauté... C'était vraiment important, tout a été bouleversé pendant quelques semaines. Une année, des étudiantes en psycho, avec d'autres étudiantes de leur université, se sont préparées pour être là le jour du concours, et avec des bombes de peinture, elles ont écrit sur les murs, sur les caméras de TV, il y a eu de la bagarre, la police est venue. Depuis cette année, tous les concours sont très fortement gardés par la police et les militaires.

Pour reprendre quelques points de l'histoire des luttes des femmes au Venezuela, on peut parler des femmes du parti « Action Démocratique » (qui est devenu le Parti communiste), qui ont commencé à faire des groupes de femmes. C'étaient des femmes politisées, mais les groupes n'entraient pas dans le cadre des partis ; elles ont beaucoup travaillé à la chute de la dictature, dans les années 50. Elles étaient dans la clandestinité, avec des hommes, et parmi celles qui, après la chute de la dictature, sont restées actives dans la vie politique, certaines ont continué à travailler dans les partis traditionnels, certaines sont devenues ministres... Mais depuis 1971, ce que je viens de raconter marque une autre génération qui s'est déterminée vis à vis d'une autre forme d'oppression des femmes, plus spécifique.

Les groupes qui sont nés alors étaient composés majoritairement de femmes intellectuelles, professionnelles, de la petite

bourgeoisie, mais jamais ils n'ont travaillé en commun, un groupe faisait une revue, l'autre faisait un film...

Ils démarraient avec des femmes qui avaient eu une expérience politique de gauche, mais celles qui sont venues après n'étaient pas tellement politisées. Elles ont profité, de façon individuelle, d'un lieu de rencontre. Je ne suis pas contre ces petits groupes de conscience, je crois que c'est nécessaire pour toute femme de commencer par là : questionner sa vie, ses problèmes dans un petit groupe. Mais on ne peut pas y rester toute la vie.

• Les petits groupes, leur nécessité dis-tu, mais il y a une question politique à affronter : pour qu'un Mouvement de Libération des Femmes vive, il lui faut bien une stratégie de transformation de la réalité.

C'est vrai, mais tu me donnes raison. Vous avez un projet politique, vous avez trouvé un espace, et vous continuez là. Nous nous sommes retrouvées enfermées dans la question individuelle, nous n'avons pas encore vu le point politique sur lequel les femmes peuvent attaquer. Tous les partis ont une section féminine, où pour les femmes c'est toujours la même chose ; préparer les réunions, taper à la machine, faire des fêtes pour recueillir de l'argent...

Les femmes avocates sont celles qui aujourd'hui sont les plus motivées. Elles travaillent depuis trois ans sur une réforme du Code civil, elles ont recueilli 20 000 signatures dans les rues pour porter ce projet de discussion jusqu'au congrès.

• Tu disais, il y a deux jours, que pour toi, le féminisme était une étape...

Je ne parle pas à un niveau personnel, mais pour tout l'ensemble de la société. Quand toutes ces questions des droits pour lesquelles nous sommes en train de militer seront résolues, il n'y aura plus de féminisme. C'est un mouvement qui va pénétrer toutes les structures, toutes les institutions.

Je vois en fait trois alternatives : le monde des hommes que nous sommes en train de questionner, les femmes féministes qui vont prendre la place des hommes, c'est le même monde, et une autre alternative qui est le monde des femmes.

“Notre première activité a été la contestation des concours de beauté, qui sont, ici, une affaire nationale !”

• Tu étais à Bogota, à la première rencontre féministe d'Amérique Latine et des Caraïbes. Tu nous avais écrit après notre compte-rendu dans l'hebdo ; nous trouvons très important de continuer à discuter de la mainmise qu'opère sur le mouvement des femmes latino-américain, par l'intermédiaire de fondations US, un féminisme anglo-saxon très colonialiste.

Il y avait des femmes qui avaient payé elles-mêmes le voyage, et aucune fondation n'a subventionné cette rencontre. La majorité, c'était nous, avec nos moyens. Mais là où vous avez raison, c'est quand vous parlez du risque de récupération, cependant, c'est un risque qu'on prend toujours, pas seulement avec les femmes de "MS", mais avec beaucoup d'autres qui viennent en Amérique Latine, à Caracas une semaine, et écrivent un bouquin sur ce qui s'y passe... Ça n'a aucun rapport avec notre réalité, c'est pour un profit individuel...

Je reviens à la question des concours de beauté.

Cette année, comme il y avait deux reines internationales, même les dirigeants de gauche de la faculté d'Economie - pourtant très politisée -, ont demandé à faire un concours de beauté dans la fac - il n'y en avait pas eu depuis 15 ans ! -

Nous avons protesté et notre protestation est passée dans les journaux, il y a eu une énorme répercussion, c'est l'unique protestation qu'il y a eu cette année à propos d'un concours de beauté ; bien que très intellectuelle, elle a eu de l'impact.

Les reines sont blondes, minces, grandes... sans aucune relation avec la majorité des femmes vénézuéliennes. Mais c'est un rêve pour toute la population, pour les femmes, parce qu'elles sont un modèle à imiter, et pour les hommes, parce que c'est inaccessible. Le rêve de devenir quelqu'un d'important du jour au lendemain, d'avoir de l'argent, des propositions de mariage, de voyages...

* Plus de 80% de la population vit en milieu urbain. Peu d'agriculture, les produits agricoles sont importés surtout de Colombie. Un pays très riche dont l'économie est basée sur le pétrole.

Il y a une forte immigration : notamment des femmes colombiennes qui viennent s'engager comme femmes de ménage.

DES MILLIERS DE FEMMES PARMI LES 30 000 DETENUS-DISPARUS EN ARGENTINE



**nous
exigeons
qu'ils
nous les rendent
vivantes.**

Amalia MOAVRO
enlevée en Tucumán

*"Les mères de la Place de Mai
sont le symbole d'un peuple qui
ne fléchit pas"*

Je ressens une douleur poignante quand je dirige mon regard vers ma patrie ruinée, l'Argentine. Vers ces hommes et ces femmes étouffés. Mais mon cœur bat et bat sans cesse à l'unisson avec les Mères de la Place de Mai. La dignité, la justesse et la constance de leur combat ne doit échapper à personne. Elles ont été les seules pendant une longue période à manifester en Argentine, à affronter aussi le régime militaire au pouvoir. Leur revendication minimum - connaître le sort de leurs proches détenus - disparus - fait trembler les généraux et leurs complices.

Aujourd'hui elles sont le symbole de tout un peuple, d'un peuple qui ne veut pas s'oublier, qui ne fléchit pas, qui a besoin d'un avenir meilleur sans dictature ni disparus.

_____ Cecilia Vazquez

Cecilia Vazquez a manifesté avec les Mères de la Place de Mai ; elle s'est longtemps battue pour retrouver son frère (toujours) disparu. Enlevée en Juillet 78, elle fait partie de ces très rares disparus détenus qui ont été relâchés quelques mois après leur enlèvement. Elle est aujourd'hui réfugiée politique en France.



CENTRE ARGENTIN D'INFORMATION ET DE SOLIDARITE
1, rue Montmartre - 75001 Paris - tél. 508 48 28

Affiche MLF ♀

lutte, solidarité, vie, avec les femmes d'Argentine.